

20 MINUTES
(JANVIER)

Les « Job » ne veulent pas être jetés à la rue

La mairie a entamé une procédure d'expulsion à l'encontre de l'association Après Job. Elle concerne la maison de la rue Franz-Schubert « prêtée » aux ex-salariés de l'usine papetière depuis la faillite de l'entreprise, au printemps 2001. « Nous avons encore besoin de ce siège social, car nous gérons toujours certaines mesures du plan social », indique Philippe Moitry, l'un des membres de l'association. Les ex-Job, également « déçus » car la mairie n'a procédé qu'à neuf embauches sur les quatorze promises, prévoient de « faire un barouf d'enfer dans les prochains jours ». Spécialisés dans l'emballage spectaculaire des bâtiments publics, ils ne passeront sûrement pas inaperçus...

Les Job en colère

Les ex-salariés de Job syndiqués à la C.G.T se mobilisent pour contrer la procédure d'expulsion du local qui leur avait été octroyé suite à la fermeture de l'usine des Sept-Deniers. Ce local, une « Toulousaine » appartenant à la Mairie de Toulouse, est situé 12 rue Franz Schubert.

« Indignés » par la procédure d'expulsion entamée par la ville de Toulouse, les JOB ont donc manifesté samedi après-midi devant le siège de la communauté d'agglomération du Grand Toulouse.

Le but était d'exiger de Philippe Douste-Blazy, maire de Toulouse lors de la signature du plan social, qu'il intervienne pour que les engagements soient respectés : l'embauche de 14 ex-salariés JOB par la mairie et l'octroi d'un local pour l'association Après Job. Affaire à suivre...

LA VOIX DU MIDI
(JANVIER)

